



Initiative des Jacobins Éleveurs pour le Développement

Action des droits pour le développement communautaire et coopératif

Sange- Uvira, Sud-Kivu en RDC

Via Bujumbura Burundi

BP: 15 Uvira

Tél : +243 992581504 +243 815340745

E-mail : ijedasbl@yahoo.fr,

RAPPORT ANNUEL 2022

Janvier 2022

Agir pour la paix et contre la pauvreté

Sigles et acronymes

ADED	: Appui de l'enfant en détresse
ARC-Gis	: Système complet qui permet de collecter, organiser, gérer, analyser, communiquer et diffuser des informations géographiques
CA	: Conseil d'Administration
CM	: Comité mixte(agriculteurs-éleveurs)
CCI	: Cadre de concertation intercommunautaire
COOLB	: Coopérative laitière de Bwegera
GPS	: Système de géolocalisation mondiale (global positioning system)
GRASC	: Groupe de recherche –action sur le stress et la communication
IJED	: Initiative des jacobins éleveurs pour le développement
KUA	: Kujitegemea action
ML	: Mètre linéaire
ONG	: Organisation non gouvernementale
PICAGL	: Programme intégré de croissance agricole dans le grands-lacs
PIP	: Plan intégré du paysan
PSVS	: Programme de secours aux vulnérables et sinistrés
QGis	: Système d'information géographique(SIG)
RDC	: République démocratique du Congo
TRIPAIX	: Tribunal de paix
UJAMAA	: Udongo na ufugaji kwa ajili ya amani
ZOA	: Zuid Oost Azië

Remerciement

Le rapport de 2022 présente des résultats non négligeables atteints de l'engagement du personnel de l'IJED en collaboration avec les partenaires (ZOA, PICAGL, transition International) en cette exercice. Nous tenons vivement à remercier ces partenaires de la confiance qu'ils ont placée envers notre institution. Nous ne cesserons jamais de remercier la Coopérative MIKONO YA WAJENZI qui achète régulièrement nos semences ainsi qu'aux membres du CA qui, chaque fois, ils nous conseillent et nous alertent aux respects de nos obligations. Nos sincères remerciements sont adressés particulièrement aux Messieurs Destin AJABU BIHIMANA, Serge EI-MASUDI qui respectivement responsables de notre unité et Monsieur Ludovic Aubin de GRASC- France que grâce à leurs conseils et détermination ; les résultats de recherches ont été atteints quelques soient les conditions d'insécurité dans lesquelles ils ont dû traverser.

Jean MASEMO
Directeur Général

Introduction

Ce présent rapport présente les objectifs, les réalisations, les défis rencontrés et des conclusions et recommandations de projets menés en 2022, il s'agit de projets ; UJAMAA(udongo na ufugaji kwa ajili amanl)) avec le financement de ISSSS. Ce projet est implémenté en Territoires d'Uvira et Fizi, depuis Novembre 2020 jusqu'à fin Avril 2023, par un consortium d'organisations non gouvernementales (ONG) - ZOA, PSVS et KUA – dans l'objectif global de contribuer à la réduction de l'incidence et de l'ampleur des conflits fonciers et liés à la transhumance, l'IJED a pu réaliser les activités dudit projet en partenariat avec ZOA, Kupitia mbengu bora ya mihogo twaweza kujitigemea(à travers les boutures saines on peut s'autonomiser) PICAGL , recherche sur l'évaluation des besoins en agro écologie avec le fonds propre de l'IJED et recherche sur les impacts des RFC(registre foncier communautaire) sur l'accès des éleveurs/pasteurs à la terre et la sécurité foncière avec le Financement de Transition internationale. Ces projets ont été réalisés en quatre territoires dont trois (Uvira, Walungu et Kabare) au Sud-Kivu et un (Rutshuru) au Nord-Kivu dans la République Démocratique du Congo.

Le projet UJAMAA était réalisé dans 7 villages dont 6 (Makobola, Kagando, Runingu, Sange, Bwegeza, Luvunge) en Territoire d'Uvira et un (Kamanyola) de Territoire de Walungu, il visait les acteurs locaux réunis au sein de 9 structures communautaires(1CCI, 7 CM et 1 coopérative laitière) intervenant dans les zones dont ses membres ont été capacité et sont efficaces dans la médiation des conflits fonciers et conflits liés à la transhumance et la défense de leurs droits, 7 plans locaux de consolidation de la paix sur les fonciers et la transhumance dans cette zone ont élaborés suite au processus de dialogue démocratique, et mis en œuvre par les communautés et les autorités locales et, 10 agents de l'administration foncière au sein de la circonscription foncière d'Uvira ont acquis les compétences (managériales et techniques) adéquates pour améliorer la qualité des services à la communauté.

Kupitia mbengu bora za mihogo twaweza kujitegemea visait la croissance de production agricole et de manioc en particulier en mettant de manière régulière les semences saines de manioc à la disposition des agri-producteurs de la plaine de la Ruzizi qu'un champs de parc en bois de 5 hectares a été exploité à Runingu.

La recherche sur l'évaluation des besoins en agro-écologie entre dans le programme de prévention et gestion des conflits ainsi que de formation continue à l'agriculture syntropique de l'IJED. Cette dernière a pris solennellement la décision lors de la rencontre virtuelle de novembre 2021 avec son partenaire, le consultant Mr. Ludovic Aubin de GRASC de mener à ses propres initiatives ; une étude qui a bien sûr commencé le 09 mars au 16 mars 2022. L'étude visait des échanges dans de focus avec les autorités locales, les jeunes, les agriculteurs, les éleveurs et les propriétaires des pâturages suivis des entretiens clés avec les leaders porteurs d'opinion, des services techniques de l'Etat. Les échanges ont été axés sur le contexte des conflits et des pratiques agricoles néfastes à l'écologie en vue de développer les mécanismes sur l'agro écologie et sur la réduction des conflits dont Kigoma au Sud-Kivu et Cheya au Nord-Kivu qui serviront comme de villages pilote une fois que le projet sera présenté et accepté.

La recherche sur les impacts des RFC(registre foncier communautaire) sur l'accès des éleveurs/pasteurs à la terre et la sécurité foncière a été produit à partir d'une recherche réalisée dans les Chefferies des Kabare en Territoire de Kabare et des Bafuliiru en Territoire d'Uvira au Sud-Kivu, ainsi que dans la chefferie de Bwisha dans le territoire de Rutshuru au Nord-Kivu, du 23 mars au 13 Mai 2022, par l'Unité de Recherche de Initiative des Jacobins Eleveurs pour le Développement (IJED Asbl), sur l'inclusion des éleveurs/pasteurs dans les RFC, à la demande et avec l'appui financier de Transition International – Unité MERL Programme Foncier.

Les approches genre et sensibilité aux conflits ont été utilisées dans la mise en œuvre dans toutes nos actions sur terrains.

Nombreuses actions menées ont répondu favorablement aux différents problèmes de la cohésion sociale et de la crise climatique à travers laquelle les communautés dans nos zones d'interventions font face et pour lesquels notre organisation compte y répondre de manière holistique avec efficacité et efficience, ainsi que dans la limite de ses objectifs conformément à sa politique 2021-2026. En outre, les résultats issus des études pourront non seulement servir à de fins utiles aux acteurs de développement mais également aux partenaires, aux étudiants et aux chercheurs poursuivant les mêmes objectifs.

Bilan de l'exercice 2022

1. Projet UJAMAA

- a. *Les acteurs locaux réunis au sein des structures communautaires intervenant dans les zones sont efficaces dans la médiation des conflits de transhumance et la défense de leurs droits*

Les structures communautaires de résolution de conflit dans les 7 villages du projet ont été identifiées et redynamisées dont ; CCI (cadre de concertation intercommunautaire), 7 CM (comité mixte agri-éleveurs) et COOLB(coopérative laitière) à Bwegera. Toutes ces structures communautaires ont bénéficiées la formation sur les techniques de médiation et négociation afin qu'elles contribuent à la réduction des conflits fonciers et conflits liés à la transhumance dans les communautés et au sein de leurs milieux respectifs. Les participants à ces assises étaient 15 femmes et 78 hommes membres issus de ces structures ci-dessus citées.

- b. *Les plans locaux de consolidation de la paix sur les fonciers et la transhumance dans la Zone suite au processus de dialogue démocratique, et mis en œuvre par les communautés et les autorités (locales, territoriales) ont été effectifs.*

Nous avons organisé une réunion et 7 dialogues communautaires dans tous villages du projet visant l'élaboration des plans locaux de consolidation de la paix sur les fonciers et la transhumance où l'administrateur du territoire chargé de l'Administration accompagné de deux services étatiques (Agriculture et pêche et élevage) et 8 chefs de groupements ont pris part. A l'issue de ces rencontres 7 plans stratégiques triennaux ont été élaborés par les différentes parties prenantes aux conflits, entre autres les femmes, les jeunes, les agriculteurs, les éleveurs, les concessionnaires, les paysans sans terre et les autorités politico administratives. Il s'en est suivi de 14 séances de restitution et validation des plans par la communauté sous l'accompagnement des animateurs de l'IJED dans les assemblées générales par village avec la participation de l'autorité locale.

- c. *Les agents de l'administration foncière au sein de la circonscription foncière ont acquis les compétences (managériales et techniques) adéquates pour améliorer la qualité des services à la communauté*

Les sessions des formations sur les techniques d'archivage digital, utilisation de logiciel de cartographie (QGis et ARC-Gis) et station total, ont eu lieu en faveur de 10 agents de services de l'administration foncière de territoire d'Uvira à Sange. Les différentes techniques d'archivage, de conservation de données et la création de base de données ont été au menu de la formation. Pour cette formation de 10 jours, les géomètres ont appris sur l'utilisation des logiciels de cartographie assistée par les ordinateurs et à travers laquelle le GPS sur le Smartphone a été apprécié lors de traitement des données sur l'ordinateur où une erreur de mesure de 0.78

à 1m s'est observée contrairement aux appareils GPS dont l'erreur de mesure varie de 1 à 3m. Raison pour laquelle les Smartphones ont été recommandés par rapport aux GPS.

Ces assises ont connu la participation de 10 agents des deux services (cadastre et conservation des titres immobiliers) dont 10 hommes.

d. Cartographie de conflits fonciers dans la zone du projet ujamaa en territoires d'uvira et fizi (sud-kivu, est de la rdc)

Le consortium d'organisations non gouvernementales (ONG) - ZOA, PSVS et KUA – dans l'objectif global de contribuer à la réduction de l'incidence et de l'ampleur des conflits fonciers et liés à la transhumance. Il est ficelé autour de quatre piliers :

1. L'accompagnement des populations de l'Est dans le processus de transformation des conflits fonciers et ceux liés à la transhumance ;
2. Le renforcement de la performance technique et la qualité des services de l'administration foncière afin de réduire le manque de transparence, d'efficacité et d'efficience dans les opérations foncières ;
3. L'amélioration de la cohésion sociale par le biais des approches « Sociothérapie à base communautaire (CBST) » et « Plan Intégré du Paysan » (PIP) afin de renforcer la sécurité et la confiance entre les communautés et rehausser la résilience socioéconomique des communautés ;
4. La promotion de la participation systématique et active des femmes dans les structures de prise de décision et de gestion au niveau de la stabilisation et de consolidation de la paix (Cf. Dépliant Projet Ujamaa).

Les activités des piliers 1, 2 et 4 ont été sous-traitées à deux ONG locales : Appui au Développement de l'Enfant en Détresse (ADED asbl) et Initiative des Jacobins éleveurs pour le développement (IJED asbl). ADED a implémenté les activités en Territoire de Fizi et IJED en Territoire d'Uvira pour la période allant de Février à Décembre 2022. L'une des activités prévues consiste à effectuer régulièrement une photographie des conflits (*conflict scan*) dans la zone du projet pour identifier les conflits fonciers et liés à la transhumance qui ont sévi pendant la période de mise en œuvre du projet d'une part, comprendre les facteurs de leur incidence ou de leur atténuation et expliquer la portée et les limites des modes alternatifs de leur résolution mis à place d'autre part. Le présent rapport rend compte des résultats du *conflict scan* effectué en novembre 2022.

e. Plantation des arbres pour la délimitation de passages des animaux et couloirs de transhumance.



7500 plantules des flamboyants ont été produites et plantées pour servir les voies de passage des animaux et la délimitation de 4 couloirs de transhumances dans les deux villages pilotent ciblés par le projet (2 à BWEGERA et 2 à RUNINGU). Il s'agit de couloir NAMUHENGERE de 6 Km dans la localité de MIKAMBA, le couloir de KAHAMBA dans la localité de KIGURUBE de 5 km (Tous deux à RUNINGU) et le couloir de KAHAMBA

de 9 km et le couloir de SANGO de 6 km (tous deux à BWEGERA) qui sont entièrement sécurisés par des flamboyants sur un écartement de 10m sur les lignes et 30m entre les lignes. Cette activité a été réalisée par les concours des membres du comité mixte entre éleveurs et agriculteurs et la communauté. Pour assurer la

durabilité, la communauté a été sensibilisée à s'approprier l'action par les activités de suivis de l'évolution de ces arbres jusqu'à leur maturité.

2. Projet kupitia mbengu bora za mihogo twawezajitegemea

Le présent projet sous le financement de PICAGL qui visait la croissance de productions agricole auquel IJED y contribue à travers la multiplication des boutures saines de variétés NAROKAS, un champ de 5 hectares a été exploitée à Runingu. Fort malheureusement, la perturbation climatique a impacté négativement sur la production des boutures comparativement à l'année précédente où tous les agri-producteurs de manioc se sont approvisionnés en boutures saine auprès de l'IJED. La production de 2022 était 22500 ML (mètres linéaires) de boutures obtenues dans ce champ à Runingu et, à cela s'ajoute 2500 mètres linaires de boutures qu'IJED achetées aux tierces personnes pour satisfaire à la demande de la Coopérative MIKONO YA WAJENZI, mais sans succès.



Manioc transformé et emballé de la coopérative

3. Recherche sur l'évaluation des besoins en agro écologie



Dans le but de matérialiser le programme de prévention et gestion des conflits ainsi que de formation continue à l'agriculture syntropique, IJED a pris solennellement lors de la dernière rencontre virtuelle de novembre 2021 avec son partenaire le consultant Mr. Ludovic Aubin l'initiative de mener vers début de l'année prochaine une étude qui a bien sûr commencé le 09 mars 2022. L'étude visait des échanges dans de focus avec les autorités locales, les jeunes, les agriculteurs, les éleveurs et les propriétaires des pâturages suivis des entretiens clés avec les

leaders porteurs d'opinion, des services techniques de l'Etat.

Les échanges ont été axés sur le contexte des conflits et des pratiques agricoles néfastes à l'écologie en vue de développer les mécanismes sur l'agro écologie et sur la réduction des conflits existants. L'étude a été réalisée dans deux villages, l'un à Kigoma au Sud-Kivu et l'autre à Cheya au Nord-Kivu. Elle a connu la participation de 419 personnes confondues dont 117 jeunes (106 H et 11 F), 260 agriculteurs (205H et 55F, 33 éleveurs (33H) et 8 propriétaires des pâturages (7H et 1F). La représentativité de la femme était de 16% sur 84% des hommes. Si bien que le contexte de conflits est quasi-similaire mais l'étude nous a prouvé que le contexte environnemental est différent. A Kigoma l'écosystème n'existe plus pendant qu'à Cheya ça existe malgré la menace observée des hommes.

L'étude nous a clairement démontré que les champs pris en location par les paysans sont mal exploités, car ces derniers cherchent à tout prix à maximiser la production dans un délai limité et convenu pour la location. C'est ce qui explique même lors de la préparation de terrain, l'abattage d'arbre est fait par les locataires et l'utilisation des produits chimique demeurent incontrôlés. Et, de nombreux conflits sont souvent tranchés par des structures de médiation, des chefs locaux, des OPJ de la police et parfois aux tribunaux de paix (TRIPAIX) ou aux tribunaux des grandes instances. D'après les témoignages, beaucoup de litiges de conflits fonciers retournent à la case de départ pour réparation à l'amiable pendant que les perdant de leur fortune sont les parties en conflits. D'où la nécessité de prévenir ce genre de conflits et les besoins en amélioration de production agricole ayant un impact à l'écosystème agricole se sont avérés avec acquittés pendant cette étude.

4. recherche sur les impacts des RFC (registre foncier communautaire) sur l'accès des éleveurs/pasteurs à la terre et la sécurité foncière



L'objectif général de cette recherche était d'évaluer les impacts positifs et négatifs des RFC sur l'accès à la terre et la sécurité foncière des éleveurs/pasteurs, et formuler des recommandations sur la façon de créer un effet transformateur à travers les RFC dans le futur.

Plus spécifiquement, cette recherche devait analyser l'inclusion des éleveurs/pasteurs dans les RFC établis afin d'informer une programmation future avec un impact

transformateur, évaluer si, grâce aux projets pilotes de RFC, l'accès à la terre et la sécurité foncière des éleveurs/pasteurs ont augmenté ou diminué et évaluer les différences entre les différents groupes ethniques et les comparer aux différents utilisateurs des terres (agriculture, pêche, utilisation commerciale et collecte de produits forestiers).

A travers une approche qualitative, il apporte une réflexion sur la façon dont les communautés et les autorités locales de ces trois chefferies perçoivent et reconnaissent les RFC et leurs impacts sur les droits d'accès à la terre et à la sécurité foncière des éleveurs/pasteurs. Son contenu reflète donc le recueil des perceptions, des avis et/ou des perspectives des groupes cibles (les Bami, les Chefs du village, les membres des RFC, les membres des structures de dialogue locales et les représentations d'éleveurs/pasteurs et organisations d'éleveurs/pasteurs) lors des larges consultations sur le terrain.

L'analyse des données récoltées montrent qu'il y a des tendances générales et des spécificités dans les entretiens. En effet, les RFC existent actuellement dans les trois Chefferies, mais les dynamiques de

fonctionnement ne sont pas les mêmes partout. Les RFC semblent de plus en plus enracinés dans la chefferie de Kabare que dans les deux autres chefferies où ils peinent à s'appliquer, bien que de façon générale, les RFC ne sont pas encore opérationnels sur l'ensemble des groupements des chefferies étudiées. Alors que dans les trois chefferies l'élevage constitue un des principaux secteurs d'utilisation des terres, les éleveurs/pasteurs ne sont représentés dans les RFC y établis. Par conséquent, les RFC y sont loin de respecter les droits fonciers des petits éleveurs/pasteurs.

Il a été aussi constaté que dans l'ensemble des chefferies, les RFC ont des impacts aussi bien positifs que négatifs. En effet, les RFC établis constituent un outil permettant une gestion responsable et concertée des terres et des ressources naturelles par la participation et la représentation des communautés locales dans la prise de décisions. Exception faite du RFC de la chefferie de Bwisha, les bureaux de RFC et les structures locales de dialogue des chefferies de Kabare et des Bafuliiru sont pourvus des ressources humaines qualifiées pour mener à bien leurs opérations. De façon générale, les RFC établis sont favorables aux droits fonciers des éleveurs, d'autant plus qu'ils s'appliquent de manière très large et ont donc une portée très étendue aux droits fonciers des communautés pratiquant diverses formes de subsistance, notamment l'agriculture, l'élevage, la pêche, la chasse, l'exploitation forestière, etc.

Cependant, il a été observé la non représentation des éleveurs/pasteurs dans les RFC établis dans les chefferies de Kabare, des Bafuliiru et de Bwisha, les mauvaises conditions de travail et la démotivation de membres de bureaux de RFC par manque de ressources et de capacité (absence des frais de fonctionnement de Bureaux et rémunérations des membres des bureaux avec des primes modiques, insuffisance de matériels nécessaires, etc.), l'absence des brigades foncières (cellules techniques) basées au niveau de groupements, les capacités limitées des membres du Bureau du RFC sur la cartographie, l'archivage digital, le logiciel QGIS et la Station totale et des membres de NPD sur la gestion des conflits qui limitent leurs capacités d'intervention sur le terrain, le faible accès des communautés caractérisé par une petite partie de la population détenant actuellement des titres fonciers ou des certificats sur les terres qu'elle occupe à cause de l'insuffisance de la sensibilisation et de la mobilisation des communautés sur le RFC et des coûts importants que les procédures d'enregistrement et les certificats engendrent, la délivrance des certificats aux agriculteurs et aux grands concessionnaires des domaines privés qui ont envahi les pâturages dans lesquels les éleveurs ont toujours exercés leurs droits, consacrent ainsi l'appropriation ou l'empiètement, voire l'exclusion définitive de ces derniers sur les droits d'accès et/ou d'accès à l'usage de ces terres.

Recommandation

Que le service de la circonscription foncière d'Uvira multiplie beaucoup d'effort afin que la femme soit représentée au sein de leur staff ;

Pour les suivis rigoureux et la pérennisation des actions sur le terrain que le gouvernement dote les services étatiques et les autorités locales à la base des moyens nécessaires afin qu'ils cessent de développer un esprit attentiste pendant l'exécution de projets par des partenaires,

Que les organisations travaillant en cohésion sociale et, surtout dans la transformation de conflits entre agriculteurs et éleveurs en territoire d'Uvira et dans le groupement de Kamanyola prennent en compte les aspects suivants :

- Vulgariser l'élevage intensif, semi-stabulation ou à stabulation permanente ;
- Procéder à la cartographie participative et la géolocalisation des parcelles ;

- Mettre en place un mécanisme institution de sa protection des pâturages collectifs contre le risque d'accaparement

Fait à Sange, le 31 janvier 2023

Jean MASEMO
Rapporteur